

COMMUNE DE SAINT LAURENT DE MURE
Extrait du registre des Arrêtés du Maire du 11 mars 2024
ARRÊTÉ PROVISOIRE DE CIRCULATION

ARRÊTÉ N°24057 ST
Travaux GC éclairage public
Rue André Malraux
Syndicat Intercommunal Murois
Du 18 au 29 mars 2024

Le Maire de la commune de Saint Laurent de Mure,

Vu le code de la route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et L 2213-4,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n° 69-150 du 5 février 1969 relatif à la signalisation routière, modifié par l'arrêté interministériel du 29 novembre 1986,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, 8^{ème} partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992, et modifié par les textes subséquents,

Considérant que la sté SEEM (pour le compte du SYDER) – 26 rue des Combattants en AFN – 69720 Saint Laurent de Mure, a sollicité une autorisation pour réaliser des travaux de génie civil relatif à l'éclairage public, dans le cadre du programme de remplacement des BF, rue André Malraux, du 18 au 29 mars 2024,

Considérant que pour permettre l'exécution de l'opération, il est nécessaire de réglementer la circulation et d'assurer la sécurité des personnes et des véhicules,

A R R E T E

Article 1 : Du 18 au 29 mars 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent rue André Malraux :

- La chaussée sera susceptible d'être réduite par un empiètement sur la voie de circulation. Une largeur de voie de 2 mètres sera maintenue.
- La circulation des véhicules sera maintenue et si nécessaire, une plaque de franchissement sera mise place
- Le stationnement des véhicules seront interdits le long de la rue A. Malraux.

L'entreprise SEEM veillera à permettre la circulation des cars scolaires qui se rendent à la piscine intercommunale et devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des piétons au droit de l'opération ;

Article 2 : La signalisation des travaux devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie, signalisation routière), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée par les textes subséquents.

L'entreprise SEEM est chargée de la mise en place de la signalisation et de la pré-signalisation appropriées et reste responsable de tout accident, dommage ou préjudice qui pourrait survenir du fait de son opération,

Article 3 : Si l'occupation devait se prolonger en raison d'intempéries ou d'autres causes techniques, un arrêté modificatif devra être établi,

Article 4 : Lors de l'achèvement de l'opération et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaisante aux normes de sécurité en vigueur,

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords immédiats de la zone occupée,

Article 6 : Monsieur le Maire de Saint Laurent de Mure, la Police Municipale, la Gendarmerie de Saint Laurent de Mure et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté qui sera transmis à :

- Sté SEEM – 26 rue des Combattants en AFN – 69720 Saint Laurent de Mure
- Le SYDER (Syndicat Départemental d'Energies du Rhône)
- La Communauté de Communes de l'Est Lyonnais,
- La Police Municipale de Saint Laurent de Mure,
- Les sapeurs pompiers de Saint Laurent de Mure,
- La Gendarmerie de Saint Laurent de Mure.
- Le SMND (Syndicat Mixte Nord Dauphiné)

Pour le Maire,
Monsieur Jean-Luc GUILLOUZOUIC,
L'adjoint délégué à la sécurité publique,
Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire de cet acte.

